

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 28 juillet 1979 Numéro spécial

N° 33

PRIX : Antilles 3,50F
France 4,50F

d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Editorial

RENDONS COUPS POUR COUPS !

Patrons et gouvernement ont décidé qu'il n'y aurait pas de trêve pendant les vacances. L'offensive commencée contre les travailleurs se poursuit sans relâche: nouvelles hausses, licenciements, attaque contre la sécurité sociale. Une soi-disant crise de l'énergie sert à la bourgeoisie d'alibi pour imposer restrictions et sacrifices aux travailleurs.

Et dans nos pays sous-développés ni le gouvernement, ni les capitalistes n'entendent céder une parcelle de terrain: ils veulent mettre la population toute entière en coupe réglée l'empêcher de réagir aux atteintes qui sont et seront encore faites à son niveau de vie.

Il faut désormais se battre avec acharnement pour le moindre centime, pour ne pas être écrasé par la hausse des prix qui progresse à toute allure. Un mois de grève à la cimenterie pour une prime annuelle de quelques centaines de francs; une lutte farouche des dockers de Fort-de-France pour faire respecter par les patrons des accords qu'ils ont eux-mêmes signés, telles sont les nécessités auxquelles sont désormais poussés les travailleurs s'ils ne veulent pas être les victimes de l'austérité décidée pour eux par les patrons. Et pour ne pas devenir chômeur et être rejeté dans le dénuement le plus total, il faut se battre avec l'énergie du désespoir contre des capitalistes sans scrupules et un gouvernement complice. Les travailleurs de la Sig ont eu

à affronter policiers et garde-mobiles pour faire valoir leur droit au travail. Aujourd'hui ce sont les hospitaliers de Trinité qui sont visés: 300 d'entre eux, menacés de licenciement, vont devoir réagir d'autant plus vigoureusement que le gouvernement est bien décidé à appliquer coûte que coûte sa politique d'économie tous azimuts dans les services publics, et cela d'autant plus dans les colonies.

Et pour mieux désarmer les travailleurs: pour retirer de la population toute entière toute idée de résistance à ce plan d'écrasement, le gouvernement colonialiste et les patrons ne disposent pas seulement de la force armée. Ils disposent aussi de bataillons entiers de journalistes, écrivains et intellectuels, qui mettent leur talent, leur plume ou leur voix au service du capital: et ce sont les aboiements rageurs de ces messieurs qu'on entend dans les micros crachant et bavant sur les travailleurs qui osent se défendre contre les attaques des patrons.

Mais malgré cette coalition organisée contre eux, les travailleurs possèdent en eux-mêmes les ressources nécessaires pour faire face, pour résister et aussi pour gagner. Les dockers qui ont barré les rues de la ville, qui ont su faire sentir leur colère et faire naître l'inquiétude parmi le patronat et les autorités coloniales, ont montré la seule voie possible pour tous les travailleurs: la lutte, la force



MARTINIQUE DES JEUNES S'ORGANISENT

La dignité au bout du chemin...

Le mouvement de propagande entrepris par le Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés n'a pas pris fin avec la mise en liberté provisoire des 5 jeunes le jeudi 12 juillet. La campagne a continué d'autant plus que le matraquage sauvage du 14 juillet, le soutien à apporter au jeune Victor de Grand-Rivière et à un autre jeune de la Dillon trainé devant le tribunal pour violences à agent ont soulevé l'indignation de très nombreux jeunes. Désormais, toute une fraction de jeunes est là et demeure prête à se mobiliser si on s'attaque à ses droits.

Des dizaines et des dizaines de jeunes ont pris conscience du fait qu'ils n'étaient pas isolés face aux gendarmes et aux juges racistes. Ils ont pris conscience qu'ils pouvaient se battre contre les représentants du pouvoir colonial ici, aux Antilles, et que dans ce combat, ils pouvaient remporter des victoires.

L'une de ces victoires a été la libération des jeunes emprisonnés. C'était donc la preuve que le pouvoir colonial, arrogant et méprisant, pouvait être mis en échec.

Mais les jeunes sont aussi conscients que de nombreux problèmes demeurent. Ils savent qu'ils ont fait reculer leur adversaire, mais celui-ci peut toujours revenir à la charge. Le procès des jeunes emprisonnés n'a pas encore eu lieu et les juges racistes peuvent se décider à sévir une fois de plus. C'est pourquoi la vigilance reste de mise pour faire échec à toute velléité répressive des juges coloniaux.

Mais surtout, d'autres problèmes urgents se posent aux jeunes et surtout à tous ceux des quartiers pauvres comme Dillon, Volga, Sainte-Thérèse, Morne Pichévin et bien d'autres encore.

Car c'est continuellement qu'ils se trouvent confrontés au mépris et à l'arrogance de tous ceux, gendarmes mais aussi policiers locaux, qui possèdent une parcelle du pouvoir colonial et qui en profitent pour brimer et opprimer les jeunes. C'est continuellement que pour une assurance de mobbyette non payée, pour un larcin de quelques dizaines de francs ou pour avoir répondu fièrement à un gendarme, des jeunes se retrouvent bien souvent avant l'âge de 18 ans en prison, condamnés lourde-

ment par la justice coloniale.

Il faut assurer la défense de tous ces jeunes, car la société coloniale, incapable de donner du travail à la jeunesse, transforme celle-ci en réservoir à délinquants. C'est la société coloniale qui fabrique en série des «délinquants» et qui, pour se donner bonne conscience par la suite, les «juge» et les condamne sévèrement.

Mais cette défense ne peut venir que des jeunes eux-mêmes, de leur organisation et de leur mobilisation contre les racistes et les colonialistes, pour leur droit à vivre dignes et fiers dans leur pays. Et ils en ont la capacité. Il l'ont montré récemment lorsqu'ils se sont mobilisés pour tirer leurs amis, leurs frères de prison. Ils peuvent recommencer demain, mais pour cela, il faut qu'ils soient conscients de la nécessité de s'organiser et de se battre pour atteindre leurs buts.

Il est possible pour que, dans la période qui vient, les jeunes s'organisent au niveau de chaque quartier pour se faire respecter par les représentants du pouvoir colonial. Mais pour cela, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, leur volonté de lutte et de mobilisation. Aucune aide ne leur viendra d'ailleurs s'ils ne s'organisent pas et ne se préparent pas à la lutte.

Jacques BRUEL.

GADELOUPE: Conseil général DES ELUS IMPUISSANTS

PLACE AUX TRAVAILLEURS!

Fin juillet, en Guadeloupe, quelques centaines de manifestants sont présents dans l'enceinte du conseil général de Guadeloupe.

La séance qui se déroule est destinée à discuter les problèmes de fermeture d'usines, de restructuration de l'économie sucrière et autres sujets qui sont actuellement à la une de l'actualité politique et économique.

Nos très sérieux conseillers généraux s'apprennent, comme chaque fois dans ces cas-là, à débattre et voter en fin de séance quelques vœux où ils manifestent leur «inquiétude», leur «souhait de changement» etc...

Mais cette fois les choses ne se passent pas comme cela. Le petit ronron dont le scénario est prévu à l'avance a été interrompu. Des travailleurs, des jeunes étudiants, des paysans sont là et n'entendent pas assister à la mascarade habituelle.

Cette manifestation est organisée entre autres principalement par les syndicats des travailleurs agricoles et de paysans pauvres, l'UTA et l'UPG. «Démissionnez» crient-ils aux conseillers généraux. Sous-entendu: «Vous êtes impuissants à rien régler». Ce qui est vrai. Le Conseil général n'a aucun pouvoir et les élus ne cherchent même pas d'utiliser la tribune qu'elle offre pour attaquer vigoureusement le pouvoir.

Bruits, cris, les conseillers ne peuvent finalement pas prendre la parole. Le

préfet est contraint de rester muet.

Ces messieurs de tous bords ont été, semble-t-il, indignés. Les représentants du peuple n'aiment pas que le peuple vienne troubler la quiétude de leurs faux débats.

Les réactions de Monsieur Bernier au lendemain de ces événements se situaient entre l'odieux et le ridicule. Ce manoeuvrier, ce combinard de la politique venait donner des leçons de démocratie sur les ondes aux «gauchistes». Il n'a pas hésité à brandir la menace: «si un gauchiste ouvre la bouche la prochaine fois je le fais arrêter et jeter en prison».

Bernier est bien l'homme du pouvoir et le mandataire des riches. Les mauvais coups se font toujours au sein du conseil Général avec sa bénédiction.

Mais que fera Monsieur Bernier, qui brandit la menace de répression, si ce n'est pas UN gauchiste, mais des centaines de travailleurs ou des paysans ou de jeunes chômeurs qui reviennent encore une fois dans cette assemblée de bavards pour leur dire ce qu'ils pensent d'eux? Monsieur Bernier, réprimera-t-il le peuple?

Les politiciens ne connaissent les travailleurs qu'en tant qu'électeurs. Mais lorsque ceux-ci revendiquent, protestent, se battent les mêmes élus les traitent de «populace» comme l'a dit Bernier.

La «populace» que Bernier méprise, n'en a pas fini avec lui et ses confrères

AVIS AUX LECTEURS

UN NUMERO SPECIAL POUR LE MOIS D'AOUT.

Le présent numéro est destiné à remplacer les parutions que nous suspendons pendant la durée du mois d'août.

Il compte deux pages de plus dont quatre consacrées à des questions qui sont très discutées parmi les anti-colonialistes et le mouvement ouvrier antillais.

Il coûtera évidemment un peu plus cher. Nous espérons que ce numéro spécial compensera l'arrêt de publication du mois d'août.

Pendant cette période de vacances, nos militants et sympathisants seront présents dans les quartiers de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France, dans certaines communes également.

Nous y exposerons des panneaux politiques ayant trait à nos activités et à nos idées. Des projections de films et de diapositives suivies de débats seront également organisées.

Profitez du temps libre que vous avez pour venir discuter avec nous!

MARTINIQUE

300 employés de l'Hôpital de Trinité sont menacés de licenciement, soit la moitié de l'effectif total. La direction tente de faire passer son plan en divisant le personnel, car elle affirme qu'il y a trop d'employés et elle veut licencier tous les non-titulaires.

La manoeuvre, si elle réussit touchera non seulement les auxiliaires et remplaçants licenciés mais aussi les titulaires, car ceux-ci devront fournir le même travail qu'auparavant tout en étant deux fois moins nombreux, ce qui multipliera évidemment la tâche par 2 !

Mais l'ensemble du personnel s'en laisse de moins en moins conter par la direction de l'Hôpital. De nombreuses réunions ont déjà eu lieu, bien que ce soit la période des vacances, et nombreux sont ceux qui pensent qu'une lutte résolue pourra faire reculer la direction. C'est ainsi qu'au début de la semaine, lors d'une réunion avec la direction, c'est 150 personnes qui sont venues dire leur fait aux directeurs.

Ce plan de licenciements massifs entre dans le droit fil de la politique de stricte austérité décidée par le ministère de la Santé, et qui pré-

HOPITAL DE TRINITE: 300 licenciements : Une attaque en règle du gouvernement

voit des économies considérables réalisées sur le dos du personnel et des malades. Les mesures qui viennent d'être prises au niveau du gouvernement prévoient un blocage total des effectifs et aucune embauche pour l'année à venir. Mais il faut croire que le programme d'austérité prévu est encore bien plus sévère pour les colonies, puisque l'administration de l'hôpital de Trinité ne se contente pas de ne pas embaucher, elle licencie des centaines de travailleurs.

Cet accroissement important du chômage, ainsi que la détérioration grave d'un service public que ces mesures vont entraîner, appellent une réaction énergique non seulement des employés concernés, mais aussi de toute la population. Il ne faut pas que ces licenciements aient lieu et il appartiendra aux travailleurs de mettre en échec la politique sclérote de l'administration et du gouvernement.

Les travailleurs hospitaliers de Trinité se sont engagés dans la bonne voie, car ils n'entendent pas en rester là et faire les frais de l'austérité décidée par le gouvernement.

Fort-de-France LES DOCKERS SERVENT DE BOUCS EMISSAIRES

A l'heure où nous écrivons le dernier épisode du conflit qui oppose les dockers à leurs patrons, (les «manutentionnaires»), représentant les grandes compagnies maritimes) aura été le blocage de l'entrée de Fort-de-France à l'arrivée du Tour cycliste le mercredi 25, et dans la nuit le chargement de la banane par les planteurs eux-mêmes sous la protection de la gendarmerie.

Pourtant, malgré la violente campagne de calomnies menée à grande échelle contre les dockers, ce sont bien les «manutentionnaires» eux-mêmes qui sont responsables de cette situation. C'est leur refus de respecter leurs propres engagements qui a amené la réaction des dockers, et c'est leur entêtement à ne pas céder qui prolonge le conflit.

Les 400 dockers du port de Fort-de-France ont en effet entamé une grève du zèle à partir du 2 juillet pour exiger que leur soit versée l'indemnité de congé payé, comme il avait été convenu par un accord signé avec leurs employeurs. Lorsque l'heure est venue de payer ces derniers ont refusé carrément de respecter leurs engagements.

A la grève du zèle des dockers, les manutentionnaires ont répliqué en suspendant depuis le 19 juillet tous les chargements et déchargements de navires.

Les planteurs de la Sicabam rendent les dockers responsables de ce que leur banane est bloquée sur le port. Les usiniers les accusent de boycotter leurs exportations de rhum. Les importateurs leur mettent sur le dos les augmentations de prix de marchandises qu'ils font venir, disent-ils, par avion. Les gros commerçants leur imputent de prétendues ruptures de stocks. Le centre patronal a pris fermement position contre eux et les accuse de saboter l'éco-

nomie du pays. L'association des consommateurs, manipulée par la droite, les dénonce comme des facteurs de trouble dont l'action égoïste va entraîner des hausses de prix considérables pour les consommateurs. Bref, c'est un tollé général, repris et amplifié dix fois par les grands moyens d'information: articles quotidiens dans France-Antilles, bulletins et communiqués indignés à la radio et à la télé.

Si les capitalistes et leurs acolytes se sont ainsi ligués contre les dockers, alors qu'en réalité ce sont les patrons du port qui bloquent la situation, c'est qu'ils y trouvent avantage. Et cet avantage, c'est de désigner un bouc émissaire au public, qui porterait la responsabilité des hausses incessantes de prix. Dans la foulée, et sous prétexte d'un prétendu «pont aérien» entre les Etats Unis et la Martinique (alors que la quasi-totalité des marchandises importées viennent de France), les gros commerçants, chaînes de magasins à grande surface et spécialistes de l'import-export en profitent pour augmenter encore leurs prix. Ils mettent l'argent dans leur poche et montrent du doigt les dockers en disant au public «Vous voyez bien, c'est leur faute si tout a augmenté !».

La manoeuvre est grossière, mais la presse et la radio au service des capitalistes se relaient pour accréditer cette version auprès du public, en le bombardant d'informations orientées dans ce sens. C'est une vaste entreprise de mise en condition de la population, orchestrée par les capitalistes du commerce, et soutenue par le préfet qui prête main forte dans cette offensive généralisée contre les dockers en envoyant contre eux ses flics et ses gendarmes.

GUADELOUPE : INONDATIONS, EBOULEMENTS

Les autorités attendent-elles la catastrophe pour réagir ?

Le mardi 17 juillet une pluie torrentielle s'abattait sur la Guadeloupe. En une matinée des rues et des quartiers furent inondés, des routes coupées et rendues impraticables soit à cause des rivières en crue, soit à la suite d'éboulement de terrain provoqué par des trombes d'eau.

Ainsi la route qui mène à Gosier à la hauteur du magasin «Escale» était-elle recouverte d'une nappe de plusieurs centimètres d'eau qui rendit sinon impossible, du moins difficile, le passage des voitures. C'est quasiment le même spectacle qu'offrait le tronçon de route entre La Croix et la Baie du Moule. Certains automobilistes durent payer jusqu'à 30 frs à des «passeurs» de fortune pour dégager leur voiture. Entre Sainte-Rose et Deshaies la route fut totalement impraticable tout au moins pendant la journée du mardi.

A Bosredon, hameau de Morne-à-l'eau, à Morne-à-l'eau même à la cité Pointe-à-Raie de nombreuses habitations furent inondées et des dégâts matériels assez importants enregistrés: meubles, matelas, vêtements furent sérieusement abimés.

Dès le mercredi matin l'on voyait dans ces régions des familles entières essayant à grand peine de faire sécher ces matelas et vêtements. Dans d'autres quartiers notamment à Louisy Mathieu (P.A.P.) dans les maisons construites juste devant la cité, certaines familles avaient du laisser leur domicile et se faire héberger ailleurs.

Enfin dans l'agglomération Pointe-à-Pitre-Abymes-Gosier, l'on retrouvait aux mêmes endroits les nappes qui se forment par temps de pluie.

L'ampleur qu'a prise cette fois l'évacuation des eaux naturelles vient rappeler avec force l'importance de ce problème non seulement pour l'agglomération pointoise mais pour de nombreuses communes de la Guadeloupe.

Ce problème existe déjà depuis fort longtemps sans que jamais les autorités compétentes ne manifestent jusqu'à présent le moindre zèle à tenter de le régler.

Ce n'est pourtant pas la nature qui est en cause dans cette affaire. Cela relève avant tout d'une question d'équipement et d'urbanisme.

L'on a beaucoup construit d'immeubles et de voies nouvelles depuis les dix dernières années en Guadeloupe. Ne serait-ce que dans les alentours de Pointe-à-Pitre et des Abyes, certains quartiers ont été complètement transformés, entraînant forcément des modifications de la topographie.

Ce sont précisément toutes ces transformations qui sont à l'origine de ces inondations et éboulements de terrain du terrain du mardi 17 juillet.

Alors qu'attendent les autorités, services de l'Équipement et d'Urbanisme pour prendre les dispositions qui s'imposent ?

En cette journée du 17 juillet la sonnette d'alarme a été tirée sur la gravité du problème et en quelque sorte un sérieux avertissement a été donné quant aux graves dangers qu'encourt la population. Aux Responsables de l'Administration de prendre les mesures indispensables. Car en cas de sinistre il ne sera pas difficile d'en désigner les auteurs.



UN APPEL DU COMITE DE SOUTIEN AUX EMPRISONNES.

Pour expliquer son action et les perspectives qu'il se donne, le Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés a publié l'appel suivant :

A TOUS LES JEUNES !

AUX FEMMES, AUX TRAVAILLEURS !

A TOUS CEUX QUI SOUTIENNENT OU SOUTIENDRONT A L'AVENIR NOTRE ACTION !

BILAN

Nos cinq frères emprisonnés ont été relâchés.

Des dizaines de jeunes ont rejoint notre mouvement et y participent activement.

Des familles de jeunes en butte à la répression judiciaire s'adressent à nous pour les aider face à la justice coloniale.

Une solidarité militante a été portée à la population de Grand-Rivière victime d'une agression des gendarmes. Désormais ceux-ci savent que Grand-Rivière n'est plus seule, Grand-Rivière n'est plus isolée !

Vendredi, hier, nous étions présents aux côtés d'un jeune attaqué par les tribunaux du pouvoir raciste et colonialiste. Son crime ? Il avait riposté physiquement aux insultes et aux accusations fausses lancées contre lui par un gendarme.

Il a été condamné à un an de prison.

FRERES ET SOEURS !

Il a payé trop cher ! Notre soutien lui a permis de faire face moralement et peut-être a diminué la peine. Mais le prix payé est cher: un an de privation de liberté pour avoir été en état de légitime défense face à un petit gendarme raciste !

Mais la solidarité qui s'est manifestée à l'égard de notre frère et de sa famille est un fait positif.

De nombreux travailleurs soutiennent notre action et y participent. Et cela c'est capital pour l'avenir.

Et puis, il y a eu toutes les manifestations dans Fort-de-France qui ont montré notre détermination.

PERSPECTIVES

Maintenant, notre action a été positive, mais elle doit progresser, s'améliorer et viser plus loin.

Si nous voulons être respectés, nous devons être craints.
Pour nous faire craindre nous devons être forts.
Pour être forts nous devons être plus nombreux et plus déterminés.
Notre but pour l'instant: Rassembler tous ceux qui veulent respecter leur dignité.
Il faut aller chercher les pauvres, les humbles, les plus humbles.
Car c'est à eux qu'il est le plus difficile de défendre leur propre dignité.

C'est à eux qu'il est difficile de se faire respecter par le pouvoir.
Personne ne doit passer, sans être soutenu par nous, par les griffes d'une justice qui couvre les assassins de Chloé, Ilmany, Nouvet,...

Il faut développer l'élan de solidarité qui a pris naissance.

DESORMAIS :

Aucun jeune, aucun travailleur, aucune femme, ne doivent être seuls !

Aucun travailleur, aucun jeune, aucune femme, ne doivent accepter de collaborer avec les défenseurs du pouvoir qui tue nos frères !

Pas de discussions avec les gendarmes, gardes-mobiles, etc...

Il faut refuser de se rendre dans les postes de gendarmerie. Il faut refuser tout renseignement aux gendarmes.

Il faut mettre en quarantaine tous ceux qui représentent la répression coloniale.

Il faut désigner du doigt et apostropher, partout où on les rencontre, ceux qui représentent, défendent, soutiennent ce pouvoir !

SOLIDARITE !

Solidarité face aux tracasseries quotidiennes contre les travailleurs ou les jeunes !

Solidarité face aux procès !
Solidarité face au chômage et à nos difficultés économiques !

La jeunesse, c'est la moitié de la population.

Si elle va de l'avant, si elle est déterminée, eh bien! elle peut changer bien des choses pour l'avenir.

Fort-de-France, le 21 juillet 79

LE SCANDALE DES P.T.T. A CAPESTERRE BELLE-EAU

Depuis un certain temps, toute personne désirant effectuer une opération quelconque au bureau de Postes et Télécommunications de Capesterre-Belle-Eau doit se livrer à un véritable gymkana, si ce n'est faire des prouesses sportives.

En effet, pour accéder au comptoir qui n'est grand que d'à peine 5 mètres, il faut se faufiler parmi des sacs de colis que faute de place la direction du bureau est obligée de stocker dans la partie réservée au public, ce qui est interdit semble-t-il par les règlements. De plus, il est impossible d'ouvrir et de fermer la porte de la cabine téléphonique, à cause des sacs de colis, elle est donc ouverte en permanence. Bien entendu les inspecteurs et autres grands pontes qui effectuent plus ou moins régulièrement l'inspection des bureaux ne disent rien.

Car en fait, tous ces problèmes viennent de l'exiguïté du bureau. Pour une agglomération comme celle de Capesterre-Belle-Eau, il faudrait plusieurs cabines téléphoniques, et il n'y en a qu'une en ce moment. Qu'il y ait un usager désirant communiquer avec un correspondant résidant à l'étranger on voit ce que cela entraîne pour les autres désirant utiliser le téléphone au même moment. En plus, il est impossible de téléphoner en dehors des heures d'ouverture du bureau, car il n'y a pas de cabine publique pour cela.

En ce qui concerne la partie réservée au personnel, c'est le même problème. Les employés eux aussi doivent faire de la gymnastique pour se déplacer parmi des colis déposés par terre à leurs pieds. Ce qui, encore une fois, est strictement interdit par les règlements. Et le plus beau, c'est que la direction de Capesterre doit abandonner à Pointe-à-Pitre, aux bureaux des Messageries à Bergevin un nombre très important de colis destinés à des habitants de Capesterre-Belle-Eau, faute de place pour les stocker !

Il y a des travaux prévus, mais seulement en vue d'une salle destinée aux préposés à la distribution. Pour le reste du personnel, pour le public, pour les cabines téléphoniques nécessaires. Rien.

Le problème du bureau de poste de Capesterre-Belle-Eau, est le même que celui de tous les services publics. Le gouvernement et l'administration se moquent éperdument des usagers. On paie de plus en plus cher un service de plus en plus mauvais. Car les impôts payés par la population et soit-disant destinés au service public sont détournés au profit des capitalistes à qui sont versées toutes sortes de subventions, aux marchands de canons et autres Mirage 4000, tels Dassault et autres.

Il faut se mobiliser, créer des comités d'usagers des services publics et faire comprendre à l'administration des Postes et Télécommunications que nous ne tolérons pas passivement un tel scandale.

LA QUESTION DU CREOLE.....

COMBATTRE L'OPPRESSION LINGUISTIQUE ET L'ETROITESSE NATIONALISTE

Tout récemment le ministre de l'éducation nationale de passage, Christian Beullac, affirmait qu'il n'était pas souhaitable de développer l'enseignement en créole. Et de fait, plusieurs enseignants ont été lourdement sanctionnés ou même radiés pour avoir utilisé le créole dans leur enseignement.

De tout temps le pouvoir colonial a toujours combattu l'expression en langue créole dans les domaines officiels: école, discours publics, documents officiels etc... Cette attitude colonialiste a eu sa répercussion dans les milieux petits-bourgeois assimilés ou aspirant à l'assimilation. Ceux-ci combattaient eux-mêmes, en leur sein, l'expression créole. Ou du moins le créole ne devait pas être utilisé dans les circonstances graves, cérémonieuses, ou pour s'adresser à ceux à qui on voulait montrer du respect ou de la déférence.

Autant dire qu'une telle attitude a accredité l'idée d'une hiérarchie entre le français et le créole. La première langue était la «Vraie», la «bonne» ou la langue «supérieure», tandis que le créole était entaché de médiocrité. D'autant que nul n'ignore aux Antilles qu'elle fut la création des anciens esclaves.

Le créole est en effet une langue qui a été créée de toutes pièces par la main-d'œuvre servile arrachée d'Afrique pendant la période de la traite des «nègres». Ces esclaves venant de parties différentes de l'Afrique étaient soigneusement éparpillés par les planteurs qui évitaient ainsi que ne se reconstituent des communautés qui avaient existé en Afrique. Des lors, le seul véhicule commun pour cette main-d'œuvre deviendra au fil des ans le français.

Ce français tel qu'il était parlé par les blancs fournira le fond sur lequel sera créée la langue des esclaves.

Ce qui est remarquable, c'est que cette langue ne sera pas fixée par l'écriture ni apprise dans des écoles. Jusqu'à nos jours elle a été une construction permanente évoluant avec les modifications et les progrès sociaux et économiques de la société. Et pourtant elle a témoigné de sa vivacité par le fait que même lorsque le français a commencé à se répandre dans la population, elle a continué malgré tout à être le principal moyen de communication des Antillais.

Aujourd'hui le problème du créole est posé parce qu'est posé celui de la domination coloniale.

Le problème sur lequel il faut prendre position, c'est de savoir si les peuples des Antilles ont ou non raison de vouloir parler une langue qu'ils privilégient, une langue qu'ils considèrent comme la leur face à celle du colonisateur?

Nous révolutionnaires socialistes, nous soutenons évidemment cette aspiration. Le droit de parler la langue de son choix est un droit élémentaire. Si les peuples de Martinique et de Guadeloupe veulent parler le créole, ils ont parfaitement le droit de le faire. Et nous soutenons ce droit.

Nous sommes opposés à toute forme de «francisation» par la force et contre la volonté des gens. Le pouvoir colonial a tendance avec «son» enseignement et «ses» moyens de propagande à tout faire pour écraser, avilir, humilier la langue des colonisés, des descendants d'esclaves. C'est là

une position qu'il faut combattre.

Nous soutenons ce droit des peuples antillais de parler, de s'exprimer, d'étudier, de se cultiver dans leur propre langue aussi loin qu'ils le souhaitent y compris s'ils veulent refuser tout parler français.

Nous avons affirmé ainsi que nous respectons les sentiments de ceux qui par exaspération anti-colonialiste veulent rejeter tout ce qui touche de près ou de loin le colonisateur, ou vient de lui.

Mais cela ne signifie pas que nous soyons neutres dans cette affaire. Nous croyons quant à nous que s'opposer à toute francisation forcée et à toute oppression linguistique va de pair avec l'affirmation de l'utilité d'étudier et de développer l'étude de la langue française.

Nous pensons que le prolétariat des Antilles a tout intérêt, pour son propre avenir, pour celui de ses luttes futures, à connaître non seulement sa propre langue nationale, mais aussi une langue déjà très répandue sur le plan international et comme en particulier dans les lieux où sont rassemblés de forts contingents de la classe ouvrière mondiale.

La connaissance d'une langue qui est celle d'un des impérialismes qui a façonné la planète est une nécessité purement pratique car elle permet d'accroître la culture du peuple et de faciliter les liens entre travailleurs de nationalités différentes.

La lutte contre toute forme d'oppression nationale et en particulier contre celle que nous subissons aux Antilles ne doit pas conduire à s'enfermer dans des frontières nationales et au repli sur soi. Elle ne doit pas conduire à ignorer que la culture nouvelle, c'est non seulement l'affirmation de ses propres particularités culturelles nationales écrasées et bafouées par le colonialisme, mais aussi l'assimilation par le plus grand nombre de la culture élémentaire qui a été créée dans le cadre des acquis de la société capitaliste la plus avancée.

En ce sens, le prolétariat des Antilles a tout intérêt à s'assimiler tous les aspects positifs, progressifs, de la culture créée en Europe et aux Etats-Unis. Et notamment sur le plan scientifique et technique.

L'un des aspects les plus avancés de cette culture européenne c'est par exemple la découverte des lois qui régissent le fonctionnement de la société. Cette découverte scientifique faite par l'Européen Karl Marx a rendu des services immenses aux travailleurs et reste encore un acquis culturel qui sert à tous ceux qui luttent pour le progrès pour une société nouvelle.

La question de la langue est étroitement liée à une conception d'ensemble de la culture. C'est pourquoi la conception que nous dé-

fendons rejette toute étroitesse nationale, tout particularisme, pour ouvrir une voie qui permettra de préserver l'avenir.

Il faut combattre deux positions qui sont semblables bien qu'opposées.

Celle de tout nationaliste qui veut réduire nos peuples à l'abandon d'une langue la française qu'ils possèdent déjà en partie. Et celle du pouvoir colonial qui veut opprimer et mépriser la langue nationale des Guadeloupéens et des Martiniquais.

Ce qui fait la force des idées socialistes portées en avant par la classe ouvrière, c'est qu'elles vont toujours dans le sens du progrès.

A l'oppression linguistique le prolétariat répond par la liberté totale, pleine et entière de parler la langue de son choix. Al'étroitesse nationaliste le prolétariat oppose la nécessité de se lier à ce qu'il y a de meilleur et de plus avancé dans la culture mondiale. Elle oppose à l'enfermement dans des frontières nationales, la nécessité d'une union internationale des travailleurs de tous les pays. Se débarrasser des oppresseurs colonialistes français est une nécessité pour s'ouvrir à une autre tâche, encore plus grandiose, qui est celle de s'allier à tout le prolétariat du monde pour changer toute la société actuelle.

Notre politique n'est pas faite de restriction et de repli sur le passé, mais vise à la multiplication des possibilités d'expression et de culture pour les êtres humains. Et cela passe aujourd'hui nécessairement par une lutte farouche contre ceux qui exercent au travers de l'oppression coloniale une oppression Linguistique.



DES TRAVAILLEURS EXPRIMENT EN CREOLE LEURS REVENDICATIONS

QUEL AVENIR POUR LE CREOLE ?

On a aussi fait semblant d'admettre la discussion sur le problème du créole. toujours interdit d'enseigner en créole même d'autres disciplines que les lettres, le langage.

Pourtant il y a un réel problème. Des deux langues utilisées, ce n'est pas le créole qui l'est moins. Bien au contraire, c'est la langue la plus parlée et la plus utilisée dans toutes les relations de la vie populaire, dans les actes de la vie courante. Une grande partie des antillais de Martinique, Guadeloupe, et même des ex-colonies anglaises voisines, Dominique et Sainte-Lucie est pratiquement uniquement créolophone.

Le fait est que le créole est la langue parlée aux Antilles de la région sud-Caribée.

Beaucoup de gens ne comprennent pas aisément le français qui est obligatoire dans tous les domaines officiels - ceux qui sont contrôlés par le pouvoir colonial.

Il est aussi nécessaire de connaître le français pour travailler dans certaines administrations, dans certains bureaux ou entreprises du commerce. Et à cause de cette nécessité, poussée par elle, une partie croissante de la population a appris le français du moins suffisamment pour travailler.

Mais pour la grande majorité de la population, il reste difficile ou même impossible de parler le français.

Face à ce problème linguistique, le pouvoir n'a eu aucune politique progressive. Par nature - ce pouvoir colonialiste, donc anti-démocratique et méprisant vis à vis des peuples qu'il domine, n'a eu qu'une solution: interdire le créole et le déconsidérer. Ce qui revient à déconsidérer la majeure partie des travailleurs et des pauvres de ce pays qui ne connaissent bien que cette langue.

Les intellectuels nationalistes ont réagi dans le sens contraire. Leur objectif: parler guadeloupéen ou martiniquais, abandonner le français.

Nous ne discuterons pas du faux problème que certains soulèvent sur la fait

que le créole est ou pas une langue. La preuve d'une langue c'est qu'on la parle. Ce qui est le cas du créole.

Il reste pourtant un réel problème que seul un pouvoir représentant les peuples des Antilles pourra régler valablement.

En présence d'une langue créole très utilisée, un français assez répandu malgré l'apparition du sentiment national guadeloupéen et martiniquais, il y a des dispositions à prendre.

C'est une nécessité très pratique qui le commande. Car la méconnaissance du français et le rejet officiel du créole créent de très graves désavantages pour la population. Ne parlons même pas de l'importance qu'a cette situation dans les échecs scolaires, infiniment supérieurs à ceux d'un pays comme la France. Il y a aussi que bien souvent les intérêts des non francophones sont purement et simplement lésés, du fait de leur méconnaissance du français. Les progrès de la culture des larges couches de la population passent par l'étude et l'établissement de rapports nouveaux entre les deux langues. La solution n'est pas dans le rejet du français ou dans l'élimination du créole. Une société soucieuse du bien être moral et physique des gens ne cherchera pas de solution dans la sempiternelle voie de la concurrence et du choix forcé. Rien ne s'oppose à ce que les Antillais aient la fierté de leur langue et adoptent une langue plus répandue dans le monde comme le français.

Il y aura une grande tâche à accomplir pour procéder à ce qu'un linguiste appelle «un aménagement linguistique». Aménagement linguistique, cela veut dire il s'agit d'inventorier un lexique, de fixer l'orthographe et la grammaire. Mais surtout de créer dans cette langue des oeuvres littéraires ou scientifiques qui serviront à la culture du plus grand nombre.

Un tel aménagement linguistique, ne peut pas s'improviser. De même que tout abandon du français doit être condamné pour la raison très pratique, là encore, que les véhicules élémentaires de la culture (li-

vres, journaux etc..) sont dans cette langue et n'existent pas encore en créole.

Un abandon pur et simple du français dans un état indépendant constituerait tout simplement un danger de régression culturelle et scientifique. Un tel aménagement linguistique réclame tout un travail scientifique, il suppose la plus grande liberté de création. Ce que n'offre pas précisément la société fondée sur l'exploitation et la domination.

Seule une société profondément démocratique, ayant en vue la libération totale des êtres humains de toutes les entraves qui freinent aujourd'hui leur épanouissement, peut régler ce type de problème.

Le créole s'enrichira et gagnera en force avec l'apparition d'une telle société dont, pour nous ici, la première pierre doit être posée en chassant le pouvoir dominant et humiliant qui s'appelle colonialisme et capitalisme français.

Parler la langue de son choix, favorise l'épanouissement culturel en mettant les individus à l'aise avec eux-mêmes, les laisser s'exprimer pleinement, effacer toute trace de mépris pour tout ce qui peut avoir été créé par ce peuple lui-même, c'est aussi cela qui motive notre lutte contre la domination exercée ici par le colonialisme français. Et pour y parvenir pleinement, eh bien! Nous croyons que c'est une société complètement différente de celle du colonisateur qu'il faut commencer à bâtir, sa domination abolie. Une société dirigée par les travailleurs, par les pauvres par tous ceux qui auront à cœur de créer un monde nouveau, sans exploitation, sans oppression d'ou toutes les tares et les atteintes à la dignité humaine seront bannies à jamais.

Georges RASSAMY.

LA MER: des ressources pillées ou inexploitées



Lorsqu'on se penche sur le problème de la pêche et des ressources de la mer, on est frappé par une contradiction flagrante: D'abord, on sait que la mer des Antilles est très poissonneuse, puis des chalutiers japonais viennent y jeter leurs filets et que nos voisins de la Caraïbes, états indépendants pour la plupart, font de la pêche une de leurs activités les plus importantes, allant même jusqu'à exporter du poisson. Mais l'on apprend par ailleurs que la Martinique et la Guadeloupe importent plus de la moitié du poisson qu'elles consomment.

Depuis 1976, il existe en Martinique un organisme officiel: l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes, qui est chargé, au niveau de la Guadeloupe et de la Martinique, de «la recherche d'une exploitation optimum de nos ressources». Les conclusions des travaux de cet organisme sont intéressantes. Elles révèlent que les ressources potentielles globales de la mer autour des deux îles sont de deux à trois fois supérieures à ce qui est obtenu actuellement. Ce qui signifie que non seulement la Martinique et la Guadeloupe peuvent entièrement satisfaire les besoins de leurs populations avec les réserves existantes mais qu'elles peuvent même largement exporter de grandes quantités de poisson.

Pour remédier aux insuffisances actuelles de la pêche, l'I.S.T.P.M. fait un certain nombre de propositions, d'ailleurs fort judicieuses. Ainsi il propose de remplacer les moyens artisanaux et archaïques des marins pêcheurs par des bateaux et des engins modernes mieux adaptés aux types de pêche nécessaires ici, c'est-à-dire d'une part la pêche

de fond et d'autre part la pêche au semi-large. Pour l'exploitation des ressources de fond l'I.S.T.P.M. préconise, à la place des yoles et gomiers traditionnels, mûs par un moteur hors-bord, des navires pontés, à moteur diesel, équipés d'un treuil mécanique, d'un mât de charge, d'un sondeur... qui permettraient d'atteindre les espèces actuellement inaccessibles du fait de l'insuffisance des moyens. En effet, le plateau continental autour des îles est très étroit et il est aujourd'hui pratiquement épuisé. Il faut donc aller un peu plus loin et surtout plus profond pour attraper les poissons qui vivent sur le fond, mais il n'est point nécessaire de s'éloigner beaucoup. D'autres espèces, dites «pélagiques», c'est-à-dire qui vivent en pleine eau, et non sur le fond, pourraient être capturées de façons diverses, chacune de ces méthodes étant la mieux adaptée à l'espèce en question (pêche à la dérive, à la lumière, au filet tournant, au filet maillant, etc...). Mais ces nouvelles méthodes de capture, plus efficaces, nécessitent également des navires pontés à moteur diesel, et bien sûr du matériel nouveau. Ces techniques, associées à l'équipement adéquat, permettraient d'améliorer considérablement le rendement des pêcheurs, assure l'I.S.T.P.M.

Oui, cela est vrai. Mais c'est là justement que le problème se pose. Car comment les marins-pêcheurs accablés de charges et ayant un rôle important à jouer pour un revenu médiocre et précaire, pourraient-ils être en mesure de se procurer ces navires pontés et ces engins perfectionnés? Et s'ils les avaient, qui leur apprendrait à s'en servir? à utiliser des méthodes scientifiques pour la pêche?



Or justement, le problème de la pêche aux Antilles dites «françaises», ce n'est ni une question de technique, ni une question de richesse de la mer. Car la mer abonde en poissons, et les techniques de pêche sont inventées depuis longtemps, même si certains organismes comme l'I.S.T.P.M. font quelques nouvelles découvertes de temps en temps. La pêche scientifique se pratique à grande échelle dans de nombreux pays, et depuis longtemps, et les techniques de conservation et de transformation du poisson ont déjà fait leurs preuves depuis longtemps aussi. Et pour ce qui concerne spécifiquement les espèces de la zone caraïbe, des pays comme Cuba ou le Venezuela sont largement en avance dans ce domaine sur la Martinique et la Guadeloupe; il y a donc beaucoup à apprendre d'eux.

Or, malgré toutes les grandes phrases des préfets, ministres et officiels de tous ordres, sur la nécessité de développer les ressources de la mer («l'urgence de rénover la pêche», «la possibilité d'exploiter les richesses maritimes», etc... etc...), malgré la mise en place de plans, de commissions, d'instituts et d'organismes spécialisés, malgré l'existence d'une école de pêche, non seulement la pêche ne se développe pas, mais elle semble même régresser, les jeunes se faisant de moins en moins nombreux à vouloir reprendre le métier de leurs pères, qui leur apparaît peu lucratif et sans avenir.

Si cette situation est préjudiciable d'une part aux pêcheurs et d'autre part à l'ensemble de la population, elle est par contre fort avantageuse pour certains importateurs qui fournissent la Martinique et la Guadeloupe de poissons congelés, salés ou fumés. Or ces mêmes importateurs, capitalistes ayant de gros intérêts dans l'importation de produits alimentaires, ont partie liée avec le pouvoir. Celui-ci ne peut que répondre favorablement à leurs exigences, dont la principale est de continuer à tirer profit de leur commerce.

Dans ces conditions pourquoi le gouvernement s'écarterait-il à mettre à exécution un plan effectif de développement de l'exploitation des ressources maritimes, si un tel plan ne correspond pas à l'intérêt de quelques capitalistes haut placés?

Il ne faut pas compter, à l'heure actuelle, qu'une opération de ce type soit mise en oeuvre. Car cela suppose d'abord une volonté

réelle de rénover la pêche et de développer les techniques afférentes (maréculture); volonté que le gouvernement français n'a nullement en ce qui concerne les Antilles. Aussi se contente-t-il de discours prometteurs et de mesures tape-à-l'oeil mais sans efficacité.

Pourtant un tel plan d'ensemble est nécessaire. Il est nécessaire d'enseigner aux marins pêcheurs les techniques de pêche moderne, et de les doter d'un matériel adéquat et efficace. Il est nécessaire de donner une formation à tous ceux que ce métier intéresse, et non pas de les laisser livrés à eux-mêmes, apprenant le métier de façon empirique comme cela se fait encore jusqu'à maintenant. Il faut se servir de tout ce que la science, la recherche et l'étude ont apporté dans ce domaine depuis des années, et qui est considérable. Car il ne s'agit pas seulement de prendre la maximum de poissons, il faut encore savoir épargner les espèces utiles, ne pas piller les fonds sous-marins, comme cela s'est fait ces dernières années en certains endroits aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe, ne pas épuiser une espèce en ravageant les jeunes, etc... Tout cela s'étudie.

De la même façon, il est nécessaire de mettre en oeuvre un véritable plan d'élevage de certaines espèces de poissons, de crustacés ou de coquillages, par l'aménagement de certaines zones du littoral. Cela est parfaitement possible, de nombreux pays le font, et si certaines expériences ont été tentées ici, comme l'élevage de langoustes, elles ne sont encore qu'un petit exemple de toutes les possibilités qui s'offrent dans ce domaine. La culture de plantes marines, comme certaines algues, qui n'est encore qu'au stade d'essai, doit être également envisagée à large échelle.

Oui, la mer est riche et ses ressources abondantes et diverses. Pour des îles particulièrement favorisées à cet égard, comme le sont la Martinique et la Guadeloupe, la mer devrait être une source de richesses sans nombre. Cela n'est pas le cas parce que rien ne pousse ceux qui dirigent le pays à utiliser ces richesses au mieux des intérêts de la population.

Et c'est pourquoi il en est de la pêche et des ressources maritimes comme de l'élevage ou de l'agriculture: pour qu'un développement rationnel et utile de ce domaine soit effectué, il faudra que ceux qui ont intérêt à un tel développement s'en chargent eux-mêmes. Ce sera à la population, aux travailleurs concernés et conscients de cette nécessité à opérer eux-mêmes les changements nécessaires, lorsqu'ils en auront la volonté. Car personne ne le fera à leur place.

Claire Goya.

Marée noire aux Antilles: UNE MENACE PRÉCISE ET PERMANENTE

La marée noire qui pollue depuis près de deux mois les côtes du Mexique, puis la collision de deux pétroliers au large de Tobago, la semaine dernière, ont remis brutalement à l'ordre du jour le problème de la pollution par le pétrole de la mer des Antilles. Ce problème avait déjà été évoqué il y a quelques années lorsque le bruit avait couru qu'une firme américaine projetait d'installer en Martinique ou en Guadeloupe un vaste complexe de raffinage de pétrole. La population toute entière s'était alors inquiétée des conséquences catastrophiques qu'aurait une telle installation sur le milieu marin et côtier, et la réprobation contre un tel projet avait été unanime.

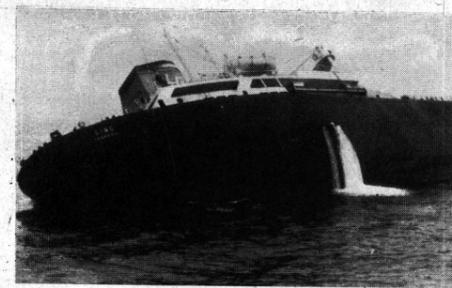
Mais si ce projet n'a pas vu le jour, si la marée noire du Mexique ne semble pas menacer les Antilles pour le moment, en raison des courants, et si la collision des deux pétroliers ne s'est pas produite dans les parages immédiats de la Martinique et de la Guadeloupe, cela ne signifie pas pour autant que le danger soit écarté pour de bon.

D'abord, ce qui s'est produit peut se reproduire; l'échouage d'un pétrolier (comme ce fut le cas de l'Amoco Cadiz au large des côtes de Bretagne), ou la collision de deux pétroliers ne sont pas des accidents si rares que cela. On peut se demander, au cas où une telle catastrophe se produirait non loin des côtes de Martinique et de Guadeloupe, si des mesures seraient prises pour parer à la pollution. Lorsqu'on considère l'incapacité de l'administration coloniale dans des cas de grande catastrophe, comme la Soufrière en 76, on est en droit de rester sceptique sur l'efficacité des moyens qui seraient mis en oeuvre en pareil cas. Théoriquement, c'est la Marine Nationale, sous les ordres

du gouvernement, qui doit se charger de mettre en place les premières mesures de lutte contre la pollution, en attendant le déclenchement éventuel d'un plan Polmar (pollution maritime). Ce plan, équivalent du plan Orsec (organisation des secours) est préparé et dirigé par le préfet. Si en France chacun a pu être frappé par la médiocrité et la faiblesse des moyens utilisés pour remédier aux effets de la marée noire bretonne, en comparaison avec l'ampleur de la catastrophe, on peut se demander avec inquiétude ce qui est réellement prévu ici, dans les colonies, où l'administration se soucie encore bien moins qu'en France des problèmes de la population? Or, si dans le cas de la Soufrière, l'armée de terre, bien plus formée à des tâches de répression que de sauvetage, s'était montrée incapable d'assurer une évacuation et un hébergement corrects de la population sinistrée, il y a fort à parier que la Marine nationale aux Antilles n'est ni mieux équipée, ni mieux préparée à des opérations de ce genre dans le domaine de la pollution par marée noire. La tâche de la marine ici est avant tout de surveiller la population et d'intervenir contre elle en cas d'explosion sociale. Elle ne se limite d'ailleurs pas à la surveillance des colonies «françaises» puisque pendant les événements récents de Dominique, où les travailleurs étaient en grève, certains de ses bâtiments patrouillaient au large des côtes dominicaines.

Les populations martiniquaise et guadeloupéenne ont donc toutes les raisons de douter fortement de l'efficacité de l'intervention de l'armée et de l'administration dans le cas où interviendrait une grave pollution de la mer par des pétroliers. D'ailleurs le gouvernement français et ses émis-

saires les préfets ne se sont même pas donné la peine de porter à la connaissance du public l'existence d'un tel plan, ni de préciser en quoi il consiste exactement et quels sont les moyens qu'il compte utiliser en cas d'accident.



Naufrage d'un pétrolier. Verrons nous cela?

Pourtant les pétroliers croisent régulièrement au large de la Martinique et de la Guadeloupe, et certains empruntent même parfois les canaux de Sainte-Lucie et de la Dominique. Sans compter les pétroliers venant du Venezuela qui fournissent régulièrement la raffinerie de Fort-de-France. Le risque que de tels accidents se produisent n'est donc pas à écarter.

Mais il existe un autre danger de pollution, qui pour être moins spectaculaire que les collisions ou les naufrages de pétroliers, n'en est pas moins grave. Il se serait d'ailleurs plutôt plus, dans la mesure où il est permanent et pratiquement incontrôlé: il s'agit des déversements réguliers de pétrole effectués en haute-mer, opérations de routine qui servent à nettoyer les pétroliers aux moindres frais pour leurs propriétaires. En effet ces opérations, malgré certains règlements internationaux qui les interdisent, sont effectuées régulièrement

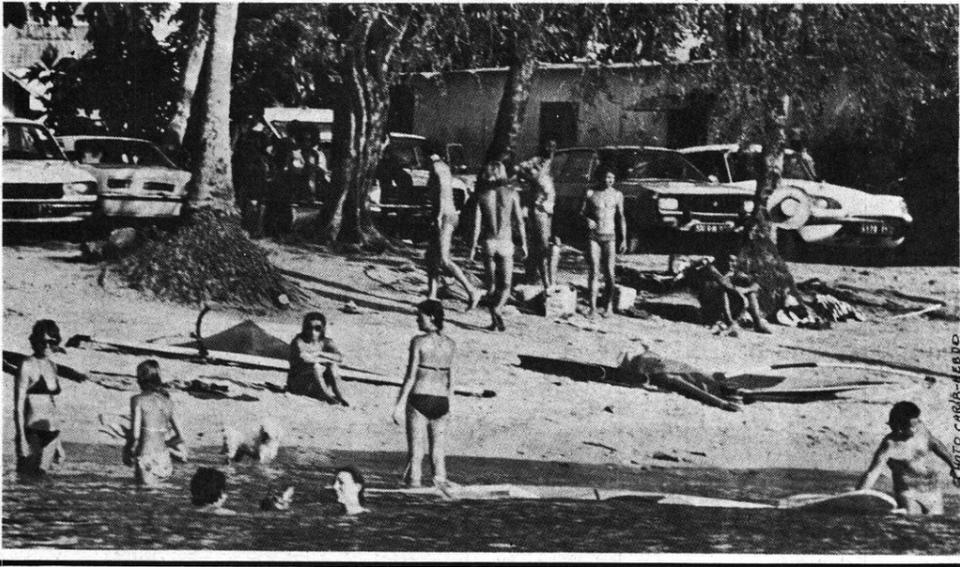
par des navires, dont les armateurs savent bien que la surveillance de la mer n'est pas le souci majeur des gouvernements. D'ailleurs bon nombre de ces pétroliers sont immatriculés sous «pavillon de complaisance» ce qui leur permet d'échapper à la plupart des lois internationales, en échange d'une taxe annuelle versée à un pays «accueillant» qui, lui, ne reconnaît pas ces règlements (comme le Libéria, ou la Grèce, qui possèdent de ce fait une très nombreuse flotte!).

Donc, régulièrement, ces pétroliers procèdent à des opérations de ballastage et de déchargement qui déversent dans la mer des milliers de tonnes d'hydrocarbures.

Bien sûr d'autres méthodes non-polluantes existent pour aboutir aux mêmes résultats. Il y a déjà longtemps que des techniques ont été mises au point pour éviter de déverser dans les océans des tonnes et des tonnes d'hydrocarbures qui polluent les côtes et perturbent l'équilibre écologique du milieu marin. Mais pour les capitalistes armateurs, propriétaires des pétroliers, ces méthodes ont beau être efficaces, elles ne sont pas rentables, car elles demandent un investissement préalable, ou bien elles retardent la course de leurs navires. Aussi préfèrent-ils continuer à se servir de la mer comme d'un vaste dépot, sans se soucier aucunement des effets dévastateurs qu'une telle pollution peut entraîner.

LE TOURISME

Une nouvelle manne pour quelques-uns ...



A qui profite-t-il aujourd'hui?

Durant des années, le tourisme a été la tarte à la crème de tous les ministres et secrétaires d'état de passage aux Antilles. A en croire ces messieurs, le tourisme allait pratiquement remplacer canne, banane usines à sucre. Et ceci notamment au niveau de l'emploi.

Or, même si on met de côté la légèreté irresponsable avec laquelle le gouvernement français jongle avec l'agriculture, en dix ans le tourisme n'a guère créé que deux à trois milliers d'emploi.

Et ce n'est nullement le fruit d'un hasard! Cela n'a rien à voir non plus avec une quelconque question de rythmes de développement! Le fait est que le tourisme n'a jamais été réellement conçu comme devant profiter en premier lieu à l'économie des Antilles.

Dans ce domaine comme dans les autres, c'est la volonté de pillage qui domine. Les capitalistes n'investissent dans le tourisme que si cet investissement doit leur rapporter des profits importants. Il est vain d'attendre le moindre apport substantiellement bénéfique pour l'économie locale des investissements réalisés ici. Le tourisme c'est une nouvelle source de profits dans le monde entier pour les mêmes qui s'enrichissent déjà par ailleurs.

Ce sont ces entreprises capitalistes des pays déjà riches qui, tirent l'essentiel des profits du tourisme. L'effet bénéfique sur l'économie locale ne vient même pas de la commercialisation des produits locaux en direction des hôtels et autres Club Méditerranée qui s'approvisionnent pour l'essentiel à d'autres sources.

Au pays pauvre de fournir la matière première, soleil, sable etc... et aux grosses entreprises touristiques de récolter les profits qu'elle permet!

Les grands du tourisme comme le Club méditerranée ou les entreprises de taille moyennes comme les Frantel, No-

votel et autres n'ont aucune raison de laisser aux Antilles une part des profits qu'ils y réalisent. Il n'y a aucune clause économique qui les y obligent.

Leur profits sont donc purement et simplement rapatriés vers les métropoles impérialistes il en est de la marchandise touristique en pays sous-développé comme de toute autre. Et qu'on ne vienne pas parler des taxes et impôts payés par de tels sociétés sur place Celle-ci ne paient pas plus de 0,25% de leur chiffre d'affaire.

Le tourisme dans l'avenir constituera un aspect très important de l'économie des Antilles. D'autres petits pays en ont tiré parti. Et un état dirigé par les travailleurs saura trouver une forme d'organisation qui permettra de développer ce tourisme, tout en évitant que la majeure partie des richesses qu'il crée serve à enrichir quelques grosses sociétés capitalistes mondiales.

Et sans doute la qualité même d'un tourisme organisé par un état des travailleurs sera toute autre. Car outre le tourisme classique existant actuellement, les travailleurs au pouvoir auront à cœur de tenter d'autres expériences et, pourquoi pas, de se servir de l'attrait des voyages et des vacances aux pays du soleil pour réaliser de véritables forums permettant un échange d'expérience et d'informations entre ceux qui reçoivent et ceux qui arrivent.

Mais si l'on parle de tourisme au service des travailleurs, ce sera surtout en ce sens que le contrôle des bénéfices réalisés dans ce domaine facilitera la marche de l'économie d'un état dont l'objectif sera de donner une vie décente à son peuple tout en continuant, sur le plan politique, le combat pour abattre la société capitaliste dans le monde entier.

Avec des chiffres totaux d'environ 170 000 touristes pour la Guadeloupe et 260 000 pour la Martinique (chiffres de l'année 1977), le tourisme est aujourd'hui une réalité. Pour certains, cette réalité se mesure d'ailleurs par des bénéfices de plusieurs millions de francs. C'est ainsi que Henri Marescot, PDG de la Société des Hôtels Méridien, avouait un bénéfice de 7,5 millions de francs pour l'ensemble de cette chaîne en 1978, et annonçait des le mois de janvier de cette année: «Nos bénéfices en 1979 (seront supérieurs à ceux de 1978)».

A côté des hôtels de luxe pour riches bourgeois et PDG d'Amérique du Nord, d'Allemagne et de toute une série d'autres pays, le tourisme connaît aussi ses parents pauvres. C'est le cas de la petite hôtellerie 1 ou 2 étoiles, de l'hébergement et de la restauration à caractère familial.

Il a enfin ses laissés-pour-compte qui constituent l'immense majorité de la population locale. L'artisanat local continue à végéter en dépit de quelques efforts individuels, d'associations ou de municipalités.

Et quant à ce qui concerne la main-d'œuvre ouvrière, il faut bien dire que malgré tout le battage fait par le gouvernement, sur l'aspect «créateur d'emplois» de cette activité, et ce depuis 1970 en particulier, aujourd'hui, en 1979, le bilan est sans appel: 3600 emplois seulement dont 2200 emplois directs et environ 1350 emplois indirects de toute nature.

Et lorsqu'on ajoute à cela les emplois très temporaires liés à la construction des hôtels, on a en somme fait le tour des «fantastiques» réalisations gouvernementales en matière d'emplois liées au tourisme.

L'impulsion initiale a pourtant été donnée et l'évolution semble dorénavant irréversible. D'ores et déjà, avec un chiffre d'affaires de 163 millions de francs, le tourisme représente pour la Guadeloupe le quatrième secteur économique après le bâtiment, le commerce et l'agriculture y compris les usines à sucre.

Par ailleurs, il est clair que les possibilités que recèlent nos pays en matière touristique constituent une source de richesse.

Qu'en est-il aujourd'hui de cette richesse et de l'exploitation qui en est faite?

LA PETITE HÔTELLERIE tout reste à faire !



La petite hôtellerie et la restauration proprement antillaise doivent leur développement actuel (encore faible mais néanmoins indéniable) uniquement à la ténacité et à l'initiative de quelques individualités. Elle n'a absolument aucune relation avec les PLM, Méridien et autres et elle n'a pas bénéficié comme eux de toute la sollicitude du gouvernement en matière d'information et de subventionnement.

Mais c'est très certainement dans le style et la qualité des prestations offertes au public que la différence apparaît la plus flagrante entre l'hôtellerie locale et celle des chaînes et sociétés internationales.

La restauration guadeloupéenne est en effet contrairement aux grands hôtels complètement intégrée aux circuits de distribution locaux, notamment pour les fruits de mer, la viande de cabri, de cochon, tortue etc...

Par ailleurs, elle offre au touriste étranger la possibilité d'un certain contact avec la population guadeloupéenne, puisque ces hôtels et restaurants bénéficient aussi et de plus en plus de la fréquentation d'une clientèle guadeloupéenne.

Théoriquement, l'hôtellerie et la restauration locales devraient avoir des possibilités de se développer. Mais elles ne bénéficient pas des mêmes avantages que les grosses entreprises du tourisme. Celles-ci reçoivent des aides et des primes en tout genre venant de l'état. Et le système d'attribution est tel qu'il élimine automatiquement les petits.

C'est ainsi qu'en 7 ans de 71 à 77, plus de 2500 chambres ont été créées avec des investissements fournis en grande partie par l'état.

L'état de ces aides représentait en 1971 un dixième du total des aides à l'industrie privée et montait à un quart de ce total en 77! C'est dire que «l'affaire tourisme» a attiré beaucoup d'investisseurs! Mais quand on regarde la répartition des chambres sur une des îles, en Guadeloupe par exemple ou l'évolution a été très rapide ces dernières années, on voit que malgré des progrès, la petite hôtellerie locale est restée très en arrière. Ainsi, sur environ 3000 chambres fonctionnant aujourd'hui, près de 2500 appartiennent à des grands hôtels.

Lorsque les officiels du pouvoir affirment que le développement du tourisme est destiné à accroître la situation économique des îles, ils racontent une belle histoire que les faits démentent.

GUADELOUPE LE CAPITALISME ANGLO-AMERICAIN SUR LA CÔTE SOUS LE VENT.

Pour le gouvernement et pour certains gros promoteurs, le tourisme de luxe a encore de beaux jours devant lui aux Antilles.

C'est en effet à la grande hôtellerie que l'Etat vient de donner le feu vert pour l'implantation en Guadeloupe, sur la Côte-sous-le-vent d'un centre touristique d'un coût total de 12 milliards de francs.

Cet ensemble se situera à la Pointe Léopard, entre Pigeon et Bouillante. Ce sera en fait la réédification à l'Ouest et en bien plus grand de ce qui existe déjà dans l'Est, à Saint-François ou l'on trouve un couple de grands hôtels, un golf et une marina.

Tout en relevant de la même vocation (créer des lieux de vacances pour nantis), Pigeon sera une bien plus grosse affaire. Sa réalisation qui doit intervenir à partir de mars 1981 comprendra sur une étendue de 80 ha un centre hôtelier de 230 chambres, 90 bungalows, 100 chambres destinées au personnel plus 250 maisons individuelles. On y prévoit par ailleurs un centre sportif, un port de

plaisance, un port de pêche, un golf 18 trous une piscine olympique, des terrains de sports un «ranch» de 30 écuries, un casino et un night-club, un village de pêcheurs.

Le financement de cette gigantesque opération sera effectué par un holding regroupant plusieurs banques et groupes financiers internationaux.

Ce holding détient la majorité des parts de la Société Civile Immobilière Résidence qui sera propriétaire du Centre touristique. Le reste des parts de la S.C.I. Résidence étant détenu essentiellement par la Coral Leisure Ltd qui sera chargée de la gestion du Centre. La Coral Leisure, qui a réalisé en 1977 un chiffre d'affaire de 2,5 milliards de francs gère de nombreux hôtels et casinos répartis un peu partout dans le monde.

Il est donc clair, dès qu'on se penche un tant soit peu sur l'origine et la nature de l'opération Pigeon, qu'il ne s'agit nullement là de petit ou même de moyen tourisme.

Certes une telle activité touristique va

insuffler une certaine vie à une région particulièrement délaissée économiquement.

De nombreux jeunes et moins jeunes de Bouillante et du reste de la Guadeloupe vont de nouveau nourrir l'espoir de trouver enfin un emploi. Mais les quelques dizaines de places offertes seront vite occupées.

Aussi ce n'est certainement pas parce que les problèmes d'emploi de sa commune vont être résolus que Guilloid, député-maire R.P.R. de Bouillante, frétille et se démène en tous sens depuis plusieurs mois. Mais bien plus simplement parce qu'il est tout heureux à l'idée qu'avec «son» centre, il n'aura plus rien à envier à ses compères Bernier, maire de Saint-François et Hélène, maire du Gosier.

Mais il est loin d'être sûr que les jeunes et l'ensemble des habitants de cette région accepteront, sans broncher, de supporter en plus de la misère et du chômage, le spectacle de l'étalage permanent du luxe et des divertissements pour riches seulement que Guilloid et son gouvernement se propose d'imposer à Pigeon.



BEAUCOUP DE DISCUSSIONS... PEU DE RESULTATS.

AGRICULTURE DES INEGALITES FLAGRANTES...

En Guadeloupe: Le règne des grosses sociétés

La structure de la terre en Guadeloupe est un des aspects les plus révélateurs de la profonde inégalité qui règne entre une petite minorité de nantis et la grande majorité de la population agricole. 55% des terres appartiennent à environ 4% de propriétaires (usiniers ou autres), alors que 45% appartiennent à 96% du nombre total de propriétaires.

Ces chiffres montrent clairement l'extrême concentration des terres en un tout petit nombre de mains.

Une cinquantaine de gros propriétaires et deux grosses sociétés anonymes possèdent donc d'immenses territoires agricoles. Il s'agit, dans le secteur bananier, de gros latifundistes comme Max Martin, Déravin, Butel, Dormoy Cabre, Lignièrres pour n'en citer que quelques uns; et dans la canne: les Despointes, Simonet, les sociétés anonymes SIS (société industrielle de sucreries) dont le principal actionnaire est le baron Empain, un des plus gros capitalistes européens, la SAUB (société anonyme des usines de Beauport) liée aux grands moulins de Paris.

De l'autre côté: 25000 petits planteurs et ouvriers agricoles travaillent sous la dépendance des usines et des gros propriétaires, dans des conditions de vie et de travail absolument lamentables. Les ouvriers agricoles ne travaillent que trois mois sur douze environ et connaissent le chômage ou de petits «jobs» le reste du temps même pendant la récolte il est rare qu'ils travaillent tous les jours; au mieux ils obtiennent 8 à 10 jours par quinzaine pour un salaire de 85 frs la «journée» (tâche).

Les petits planteurs arrivent de moins en moins à vivre de leur récolte, bon nombre d'entre eux cherchent à se faire embaucher comme salariés dans les entreprises. Généralement ils possèdent moins de trois hectares de terre qui leur rapportent moins de 5.000 frs par an... C'est dire dans

le face aux problèmes que rencontrent les travailleurs de ce pays.

Les travailleurs des champs ne doivent faire aucune confiance à ces spéculateurs ainsi que l'Administration coloniale française et les élus locaux de tout poil. Ils ne doivent compter que sur leur propre force. Seule leur détermination dans la lutte mettra un terme à ces spéculations. Il l'ont d'ailleurs déjà prouvé en faisant suspendre la spéculation de la S.A.G. à Clunay, à Ecluse et dans la région de Morne à l'eau.

quelle situation se trouvent la majorité des petits paysans pauvres de la Guadeloupe. Le prix de la tonne de canne est fixé chaque année par le gouvernement, annoncé par le préfet qui représente et fait les intérêts des gros propriétaires et des usiniers.

Mal nourrie, pauvre, privée des grands moyens de culture, vivant dans des quartiers insalubres, privée de l'hygiène la plus élémentaire, la population paysanne est entièrement soumise au diktat des gros capitalistes terriens. Ces derniers ferment les usines, licencient chaque année de nombreux travailleurs, spéculent sur les terres, trafiquent sur le dos de milliers de travailleurs agricoles.

Les dernières annonces de fermeture puis de réouverture pour 1980 de trois usines ont montré à quel point le sort de milliers de gens était suspendu aux décisions de quelques capitalistes.

EN MARTINIQUE :

LA TERRE AUX MAINS DES BÉKÉS.

Si en Guadeloupe, la plupart des terres appartiennent à des sociétés anonymes françaises, en Martinique, la grande propriété est plutôt de nature familiale. Ce sont les Békés qui depuis fort longtemps ont la mainmise sur la grande majorité des terres. Une dizaine de familles békés possèdent environ 365 propriétés couvrant près de 60.000 hectares, ce qui représente 75% du territoire agricole martiniquais. Les propriétés de plus de 100 hectares chacune couvrent 61% de toute la superficie du pays.

Quant aux petits propriétaires, ils sont au nombre de 5700 environ et se partagent moins de 11.400 hectares soit 15% du territoire agricole.

Là encore comme en Guadeloupe, l'inégalité est flagrante: l'immense majorité des terres est concentrée en un tout petit nombre de mains.

Des capitaux français ou européens ont pris le contrôle de ce qui reste de l'économie sucrière et rhumière: Cointreau, du groupe Suez s'est emparé de l'usine du Galion et de la distillerie de Ste Marie, Bardinet et Bourdillon des distilleries Dillon et Mauny, Martini des grands Rhum Duquesne... Tandis que des gros propriétaires békés exploitent la banane et l'ananas! Ces capitalistes de la terre exploitent sans vergogne les travailleurs agricoles qui tout comme en Guadeloupe connaissent une extrême misère.

GUADELOUPE: SPECULATION SUR LES TERRES AGRICOLES

Depuis une vingtaine d'années, la spéculation foncière bat son plein en Guadeloupe. Cette spéculation est d'autant plus inquiétante qu'elle touche le plus souvent les terres agricoles. En 1957 la surface totale des terres agricoles était de 96 585 Ha. En 1975, elle était de 69.275 Ha seulement soit une diminution de 28,3% en 18 ans. Que sont devenus en fait les 27.310 Ha? Des routes ont été construites, mais les constructions de routes ne peuvent tout expliquer. En fait, une grande partie des terres agricoles sont détournées de leur vocation et sont vendues aux sociétés immobilières pour lotissements (Belcourt, Pointe d'Or...) Ainsi les capitalistes du primaire vendent les terres des habitations pour en tirer de gros profits avec la complicité de l'administration coloniale française et des élus locaux de tous bords. Ils le font au détriment de ceux qui travaillent la terre, de ceux qui cherchent de la terre pour travailler.

Mais il est une autre forme de spéculation dans le secteur agricole; c'est celle que nous avons connue de 1961 à 1969 ou la réforme foncière a permis aux capitalistes du sucre, des banques, et de l'entreprise privée la SATEC de réaliser des milliards de profit sur le dos surtout des petits paysans et ouvriers agricoles.

Ainsi la S.A.T.E.C. achetait à des prix très élevés des terres laissées depuis très longtemps en friches par les magnats du sucre à cause de leur faible productivité et les vendait après viabilisation à des prix exorbitants pour des petits paysans.

Les difficultés que rencontraient les petits paysans pour se libérer de leurs dettes envers le Crédit agricole ont poussé celui-ci à tabler sur la solvabilité des postulants. Beaucoup de petits fonctionnaires se sont ainsi procurés des terres alors qu'ils n'avaient aucun attachement à la terre. Car le seul souci de la S.A.T.E.C. était de gagner gros.

Plus proche de nous, après la déclaration du 12 mars dernier, le préfet Guy MAILLARD concernant la restructuration de l'industrie sucrière, les rapaces de la SAG et de la SAUB ont entrepris la vente systématique de terres agricoles plantées en canne à 20.000 F l'hectare pour le lot de 10 hectares minimum!

L'intervention des petits planteurs auprès des représentants du colonialisme en Guadeloupe a permis la suspension momentanée de ces machinations.

Cette spéculation scandaleuse montre combien ces messieurs n'ont aucun scrupu-

CARAIBES

Face aux peuples qui se révoltent l'armée française garante de l'ordre impérialiste,

dura 15 jours, Patrick John le premier ministre fut renversé. A Ste Lucie, les dernières élections législatives donnaient la victoire à Louisy et Odlum, l'opposition contre John Compton, et des émeutes importantes ont éclaté à Castries (la capitale), émeutes au désavantage des partisans de Compton qui voulait tenir un meeting politique dans le centre de la ville contre la volonté d'une majorité de la population.

Les manifestations populaires et les changements intervenus dans ces pays ont attiré l'attention de l'impérialisme américain et français. A Grenade, il y eut un moment des risques sérieux d'intervention américaine et il est probable que des centaines aux ordres de Gairy aient été armés par les USA pour tenter une reprise de l'île. Pendant les événements de la Dominique, un navire militaire français a croisé au large de l'île....

Les déclarations d'un grand chef militaire français de passage en Guadeloupe, le général Lagarde, devaient confirmer le fait que l'impérialisme est toujours prêt à intervenir, comme il le fait ailleurs, dans les Antilles. Il déclare en effet, que l'armée française stationnée aux Antilles-Guyane était «une police d'assurance» pour garantir la stabilité de la région...

Autrement dit: «nous pourrions intervenir à n'importe quel moment».

Quant aux représentants locaux de l'impérialisme français, préfets et autres fonctionnaires de la préfecture, ils ont pendant tous les événements de Dominique, suivi jour après jour les événements et en informaient spécialement les ministères parisiens.

Dans le même temps, France-Antilles, Fr3 ne se gênaient nullement pour parler de «déstabilisation» de la région, d'intervention cubaine, et ces officines du pouvoir entretenaient l'idée du complot castriste à mots couverts, parfois franchement...

En fait, l'impérialisme français craint surtout une chose, c'est que ces mouvements de colère de la population des îles qui nous entourent gagnent aussi la Guadeloupe et la Martinique. Il sait qu'il maintient sous sa coupe des peuples, qu'il les colonise, qu'il les baillonne et il sait aussi par expérience vécue en Indochine, en Algérie, en Afrique-noire, que les peuples n'acceptent pas le baillon colonial et se révoltent. Il sait pertinemment, ce qu'il entretient la misère et l'exploitation, que ces peuples des Antilles dites françaises vivent sur une poudrière qui peut exploser ici d'un jour à l'autre et dans ces cas-là, il suffit d'un simple catalyseur pour déclen-

cher la colère et la révolte. C'est pour cette raison que l'impérialisme français maintient une force armée considérable dans la région Antilles-Guyane, contingent, mais aussi légionnaires, PUMA, forces spéciales d'intervention. Une autre raison est que à l'occasion, l'impérialisme français peut, comme cela s'est déjà produit, jouer le rôle de remplaçant de l'impérialisme américain dans le cas où ce dernier ne désirerait pas intervenir directement dans les îles. La division du travail entre les différents impérialismes pour intervenir un peu partout dans le monde, cela fait partie des accords qu'ils passent entre eux, et si les USA maintiennent des troupes à Puerto-Rico ou en Floride, prêtes à intervenir rapidement, les troupes françaises en Martinique, Guadeloupe et Guyane apparaissent comme les garantes de l'ordre impérialiste dans le périmètre des petites Antilles.

Reste aux populations exploitées de nos pays à prouver que, comme naguère en Asie, en Algérie, l'impérialisme et ses troupes ne constituent pas une force infaillible et invincible.

Pierre Jean CHRISTOPHE

Depuis plusieurs mois, la région caraïbe connaît des événements importants. Principalement trois îles proches de nos pays Grenade, Dominique, Ste Lucie, ont été le théâtre d'événements importants: dans ces trois îles, des changements de gouvernement sont intervenus. Mais, ce qui est le plus important, c'est que ces changements à la tête des trois états ont tous été accompagnés de mouvements de masse et de manifestations de la population exprimant sa colère contre les gouvernements précédents, corrompus et réactionnaires. A Grenade, c'est un coup d'état dirigé par Bishop et soutenu par la population qui renversait le sinistre Gairy. A la Dominique, après de puissantes manifestations et une grève générale qui

LA LUTTE

DES NOIRS AUX ETATS - UNIS



MALCOM X



LE MOUVEMENT

POUR LES DROITS CIVIQUES

Le vaste mouvement de ces années-là, dont le leader le plus connu est Martin Luther King, un pasteur, va réclamer l'intégration c'est-à-dire que dans les faits, les Noirs aient les mêmes droits que les Blancs. Autour de Martin Luther King, des centaines de milliers de Noirs vont se mobiliser et le mouvement va culminer lors de la marche sur Washington en 1963, ou près de 200'000 personnes se rassembleront pour réclamer l'intégration.

Face à ce mouvement qui se proclame «Non-Violent», les racistes vont répondre par la terreur. On attaquera les marcheurs, on emprisonnera ceux qui viennent s'inscrire sur les listes électorales. Il y aura de nombreux meurtres, dont le plus révoltant sera celui des 4 petites filles de Montgomery tuées par une bombe déposée, dans une église. L'auteur de l'attentat a été retrouvé l'an dernier. C'était un agent du



«N'achetez pas ici!»... Appel au boycott des magasins tenus par des racistes.

F.B.I. police secrète des Etats-Unis.

Mais la communauté noire demeure mobilisée et va contraindre les dirigeants américains à reculer et à abolir toutes les pratiques ségrégationnistes qui sont consacrées par les lois.

QUELLE PERSPECTIVE ?

Car, il faut savoir qu'une grande fraction de la classe ouvrière américaine est composée d'ouvriers noirs. Certaines villes comme Détroit, Washington sont composées en majorité d'ouvriers noirs, certaines grandes usines comprennent près de 34 d'ouvriers



Martin Luther KING

noirs. Ces travailleurs sont les plus exploités du prolétariat américain, ils gagnent des salaires plus bas que les Blancs, Ils sont les premiers licenciés et font les travaux les plus pénibles, ce sont aussi les plus mal logés, dans d'infames ghettos... Mais les ouvriers noirs sont aussi les plus révoltés. Bon nombre d'entre eux ont participé à la lutte pour les droits civiques dans les années 60, aux grandes émeutes. Ils constituent finalement la fraction la plus avancée du prolétariat, l'avant-garde de la classe ouvrière américaine.

Le prolétariat noir américain constitue une force potentielle considérable contre le capitalisme américain. En créant un parti révolutionnaire noir, les travailleurs noirs pourraient être l'élément fondamental permettant l'éclosion révolutionnaire de tout le prolétariat américain blanc compris. Car à ce moment là ils pourront tenir un certain langage en direction de leurs camarades de classe blancs, et les exhorter à s'organiser et à combattre le capitalisme et le racisme dont ils sont aussi victimes, par ce qu'ils sont aussi par ce même capitalisme.

C'est pourquoi la lutte des Noirs américains, qui sont dans leur grande majorité des ouvriers, et des ouvriers du plus grand pays capitaliste du monde, peut être déterminante dans l'avenir. Ils constituent une force qui peut un jour faire basculer le pouvoir capitaliste américain. Pour cette raison ils constituent un espoir non seulement pour l'ensemble du prolétariat américain mais aussi pour le prolétariat mondial.

LES BLACK PANTHERS FACE AU POUVOIR

Cependant, face au déchainement aveugle de la violence raciste, de plus en plus de Noirs se posent la question de savoir si la «Non-Violence» est capable de résoudre les problèmes des Noirs face aux racistes. C'est alors que se développent les idées du Pouvoir Noir (Black Power). Les Partisans de cette tendance réclament le droit pour les Noirs de diriger eux-mêmes leur communauté.

L'organisation qui poussa le plus loin l'idée de l'auto-défense de la communauté noire fut le Parti des Panthères Noires (Black Panther Party) avec à sa tête notamment Huey Newton et Eldridge Cleaver. Ayant décidé de s'armer pour protéger les Noirs des ghettos en butte à la brutalité des flics racistes, ce mouvement va recruter très vite des milliers de jeunes et va inspirer une véritable crainte au pouvoir d'état raciste. Car les Black Panthers vont désigner clairement leur ennemi: le capitalisme et le pouvoir d'état. Ils pensent que la seule manière de mettre fin au racisme, à l'oppression dont ils sont les victimes, c'est de jeter à bas le système capitaliste.

Les Black-Panthers vont représenter et défendre les couches les plus pauvres du ghetto. C'est le ghetto, c'est à dire les quartiers pauvres, qui va se retrouver derrière le BLACK PANTHER PARTY.

Ce n'est plus seulement l'égalité des droits qu'ils revendiquent, mais c'est le système qui les opprime et les maintient dans la pauvreté qu'ils tentent de jeter à bas.

Face à eux, la répression va être impitoyable. Une trentaine de Panthers vont être abattus par la police, assassinés froidement. Plus de 500 de leurs militants seront emprisonnés. En 1969, la direction ancienne des Black Panthers n'existe plus. Ses membres sont soit en prison, soit en exil, soit dans la clandestinité. Les Black Panthers seront désorganisés et le mouve-

ment va s'écrouler au point qu'aujourd'hui il n'en reste pratiquement plus rien.

Le mouvement le plus radical qui aura pris naissance parmi les Noirs américains restera isolé aux seuls ghettos. Le tort des Black panthers sera de ne pas comprendre qu'il faut chercher parmi les Blancs exploités des alliés aux Noirs pauvres qui se battent. Le fait que ces exploités Blancs sont le plus souvent racistes, ne pouvait écartier la nécessité d'une alliance entre les deux couches d'opprimés. Et ce n'est pas seulement une affaire de mots. La recherche d'une voie vers les Blancs - les exploités blancs - aurait posé bien des problèmes. Ce la n'aurait pas été chose facile. Il aurait fallu que la direction noire détermine une politique, définisse une attitude d'abord pour les militants et enfin pour tous les travailleurs noirs vis à vis des travailleurs blancs.

Plus que théoriquement ou par des discours, c'est dans les faits que les ouvriers blancs et les couches les plus pauvres, les plus exploitées parmi les Blancs auraient eu la preuve ou la démonstration que leurs intérêts étaient du même côté que ceux des Noirs qui se battaient contre l'appareil d'état des riches.

LES ACQUIS DE LA LUTTE

Cependant, de 15 années de lutte, les Noirs américains ont retiré beaucoup. Tout d'abord ils ont fait l'expérience de l'organisation et de la lutte, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes ont appris à se défendre, à lutter.

Ils ont aussi obtenu des résultats concrets. Ils ont fait reculer le pouvoir raciste américain sur bien des points; en particulier, certaines lois racistes ont dû être abolies. Des universités ont ouvert leurs portes aux Noirs, la ségrégation raciale dans les lieux publics n'existe plus ou s'est faite plus rare au moins sous sa forme officielle, légale. La répression policière dans les ghettos s'est faite plus discrète. Les Noirs ont su se faire respecter du pouvoir et des racistes. Le fait que depuis quelques années, existent des maires et des sénateurs noirs dans des régions à majorité noire atteste de ces changements obtenus par la lutte.

Certes, le racisme est loin d'avoir disparu et continue de gangrener toute la société américaine. Les émeutes de la semaine dernière dans le sud des Etats Unis le prouvent encore. Des organisations racistes et fascistes comme le Ku Klux Klan sont encore très actives.

Quoi qu'il en soit, le respect, les Noirs américains l'ont acquis en radicalisant toujours plus leur lutte à chaque période. Et, ce qui est effectivement remarquable dans l'histoire du mouvement noir américain, c'est qu'il est aussi l'histoire de la radicalisation des luttes des Noirs. De l'époque où les Noirs suivaient les conseils du leader Booker-T-Washington qui leur prêchait le travail dur dans la résignation afin de gagner leur place dans la société américaine, à ceux qui pratiquaient l'auto-défense armée qui réclamaient le pouvoir noir en suivant les Black-Panthers, un grand pas a été franchi. Ce pas, des prédicateurs pacifistes à Malcom X et aux Black panthers, les Noirs américains l'ont franchi en un temps record. Bon nombre d'entre eux ont pris conscience de la nocivité du système capitaliste qu'ils savent aujourd'hui responsable de la misère et de l'oppression qu'ils subissent. Et cela constitue un gage important pour l'avenir.

GUADELOUPE FERMETURE D'USINES

QUELLES REVENDICATIONS POUR LES TRAVAILLEURS ?

Revenant de France où, paraît-il, il s'était rendu pour discuter du problème de la restructuration de l'industrie sucrière, le préfet de Guadeloupe Mr Guy Maillard a déclaré qu'il n'était plus question de fermer les trois usines de la SIS avant 1980. En clair cela signifie que pendant une année encore les ouvriers industriels et agricoles, auront leur emploi assuré. Après 1980 qu'advient-il d'eux et de leurs familles? A cette question ni le préfet, ni la direction de la SIS et de la SAG n'ont cru utile de répondre.

Et c'est bien là le problème principal, car il n'est pas admissible que les travailleurs soient victimes de la restructuration de l'industrie sucrière décidée par les capitalistes et le gouvernement à leur dévotion.

Or de ce point de vue les propos du préfet n'ont pu donner satisfaction, non seulement aux travailleurs, mais même pas aux conseillers généraux qui l'ont fait savoir lors de la dernière session du conseil général.

De la droite à la gauche donc tout le monde est unanime à condamner la fermeture simultanée des 3 usines.

Il y a à redire à cette unanimité.

Tous les partis de gauche comme de droite qui sont représentés au conseil général placent leur action dans le strict cadre des débats et des discussions de salon avec les représentants du pouvoir.

Tous ces représentants politiques savent depuis longtemps où se situe le mal. L'économie des Antilles est en état de dépendance par rapport à une métropole colonialiste et impérialiste.

Les terres, les grands domaines, les usines sont aux mains d'une poignée de capitalistes (Rothschild, Empain etc...). Et ces gens peuvent décider d'arrêter leurs usines, de vendre leurs terres sans aucunement se soucier de ce qu'il adviendra des gens qui y travaillent.

La droite qui soutient le colonialisme pousse des cris d'effroi parce qu'il y a menace sur l'économie sucrière. Mais c'est elle qui favorise par sa politique une telle menace.

Capitalistes et colonialistes, soutenus qu'ils sont par de tels hommes, ne peuvent que se sentir les mains libres d'agir à leur guise.

Alors, que pèsent aujourd'hui les alarmes et les protestations des policiers de droite?

La gauche, elle, au lieu de se battre pour chasser définitivement le colonialisme pratique une politique modérée. Elle ne sait au jourd'hui que répéter à tout bout de champ: «Ne fermez pas les usines», «Maintien en activité des 3 usines!»

Cela ressemble plus à une prière qu'à un cri de colère et de guerre.

Or ce n'est pas «maintenir 3 usines en activité» qu'il faut réclamer mais bien que le peuple, et les travailleurs guadeloupéens au premier chef, ait le contrôle de ses propres affaires ici.

Sans compter que cette revendication du maintien en activité des 3 usines n'est pas forcément la condition suffisante de la garantie d'emploi; de même la restructuration n'est pas obligatoirement et de façon mécanique synonyme de perte d'emploi. Le fait pour les travailleurs de conserver leur emploi dépend avant tout de leur détermination à se battre et à imposer leur solution dans les deux cas.

Les capitalistes peuvent bien maintenir en activité les 3 usines mais décider toute une vague de licenciements. Il s'agira alors pour les ouvriers de s'opposer à ces licenciements.

Ils peuvent aussi restructurer et mécaniser à outrance, auquel cas les travailleurs devront exiger la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire et faire en sorte que pas un seul d'entre eux ne soit privé d'emploi.

C'est pourquoi, si la revendication du maintien en activité des usines peut sembler séduisante de prime abord, elle est très loin en réalité de répondre aux intérêts vitaux des travailleurs industriels et agricoles.

Les organisations de la classe ouvrière ne peuvent en aucune façon s'en contenter, ni en faire leur principal objectif.

Elles doivent avoir comme principal objectif: maintien de l'emploi pour tous les travailleurs actuellement en activité.

SAG-DARBOUSSIER

PRISE A LA GORGE LA DIRECTION PAIE !

Le mercredi 11 juillet dernier environ 300 à 500 petits planteurs et colons se rendaient à l'usine Darbousier. Il s'agissait pour eux de se faire payer leur canne par la direction.

En effet celle-ci avait annoncé que l'usine cessait toute activité et qu'elle était dans l'incapacité de régler les petits planteurs et colons vu ses difficultés financières.

Cela les petits planteurs et colons ne l'entendirent pas de cette oreille. Pour eux il ne pouvait s'agir que d'une manœuvre de la direction pour retarder le paiement des cannes.

C'est donc forts de cette idée qu'ils décidèrent en se rendant nombreux à l'usine de se faire payer.

Après quelques minutes de discussion avec Clavery, dirigeant de la société, qui continuait à tenir le même langage, petits planteurs et colons décrétèrent qu'ils ne quitteraient son bureau que s'ils étaient payés le jour même.

Coincés et pris à la gorge pendant toute la journée Clavery et les autres responsables de l'usine trouvaient, en fin de journée, 120 millions d'anciens francs pour le paiement des cannes.

Ces memes patrons qui pleurnichaient, disaient n'avoir pas un sou vaillant le matin trouvaient comme par hasard 120 millions dans la soirée!

Comme quoi les travailleurs n'ont jamais intérêt à croire les capitalistes quand ils pleurent misère!

EMIGRATION

FONTENAY LE COMTE

TROIS APPELES REUNIONNAIS VICTIMES

DU SERVICE MILITAIRE

Un groupe de soldats de la caserne de Fontenay-le-Comte a été fauché par une voiture le 18 juillet: Cet accident est survenu pendant une marche de nuit. Cinq militaires ont été tués et plusieurs autres blessés. Trois parmi les morts sont d'origine réunionnaise et plusieurs blessés sont des Antillais. Ceci n'est pas un hasard car la caserne de Fontenay-le-Comte reçoit de nombreux appelés des territoires et départements d'outre mer qui doivent suivre des stages professionnels. En réalité cette promesse de formation n'est qu'un prétexte pour le gouvernement français de faire venir les jeunes des colonies en France. Il utilise l'armée pour favoriser l'émigration et cela contribue ainsi à neutraliser la révolte qui peut naître chez les jeunes face à la situation coloniale sur place, dans leur pays d'origine.

Pendant 12 mois ces jeunes doivent subir les contraintes de la vie militaire avec de surcroît le racisme des gradés. On leur impose des corvées pénibles sous la pluie et dans

le froid pour les écraser et leur enlever tout esprit d'indépendance. Leurs droits les plus élémentaires comme par exemple celui de se coiffer ou de s'amuser entre eux comme ils le font dans leurs pays, ne sont pas respectés.

Fontenay-le-Comte est aussi connu par la violence qu'entretient l'armée coloniale entre les soldats des différents pays d'outre mer. Il arrive que Réunionnais, Calédoniens et Antillais s'affrontent violemment sans que les autorités s'en inquiètent.

C'est dans un tel climat d'insécurité que les jeunes d'outre-mer font leur service. Le gouvernement français choisit de leur faire quitter leur pays, même si dans de telles conditions leur vie est menacée et cela afin de mieux les brimer et de les expatrier.

C'est cette politique qui a coûté la vie à trois jeunes Réunionnais.

RHODESIE

Ian Smith assassine ses propres mercenaires



Le 20 juillet, la garnison blanche rhodésienne a massacré 183 «auxiliaires» faisant partie des troupes noires de l'armée rhodésienne.

Le gouvernement Smith avait décidé de transférer ces troupes noires dans une autre région sous prétexte de les «entraîner et les réorienter». Mais en réalité celles-ci s'étaient livrées à un certain nombre d'exactions à l'exemple de ce que leur avait appris son armée, et se comportaient comme de véritables milices autonomes.

Devant le refus de ces troupes, le gouvernement n'a pas hésité. Il en a fait massacrer 183.

C'est encore le racisme qui a guidé

la conduite de l'armée rhodésienne dans cette affaire. Le pouvoir blanc utilise des troupes noires à condition que celles-ci ne prennent aucune autonomie. C'est la logique d'un tel système, d'une dictature qui se retourne contre ses propres défenseurs, ceux des noirs qui ont choisi d'appuyer IAN SMITH. Mais même ceux-là sont considérés comme danger pour l'état raciste.

De telles hécatombes au sein de l'armée elle-même expriment le fait que Ian Smith est aux abois. Mais aucune répression, aucun crime n'empêchera le régime raciste, régime vomé par la population, de

pour la défense des frères Boutrin

Nous publions ci-dessous un communiqué de presse émis par le Comité de Coordination et d'Action sur l'affaire BOUTRIN.

«Le pouvoir colonial, une fois de plus veut faire supporter à des jeunes patriotes martiniquais, Victor et Georges BOUTRIN, la responsabilité de la violence qu'il exerce dans ses dernières colonies.

En effet, à l'occasion de chaque campagne électorale, que ce soit en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à la Réunion ou dans les Territoires d'outremer, l'objectif est de faire élire coûte que coûte, et à n'importe quel prix les candidats officiels partisans du maintien de la tutelle française dans nos pays.

En mars 1978, après une campagne d'intoxication, de haine, de mensonges déversés contre les dirigeants du mouvement de libération Nationale, à Fort de France plus particulièrement, le candidat de la majorité, Michel Renard, a organisé avec la complicité de la préfecture, une vaste provocation le 9 mars.

Un des mercenaires de la milice privée du candidat R.P.R. a trouvé la mort dans des conditions que la justice, au stade de l'enquête, n'a jamais pu élucider.

Georges et Victor BOUTRIN ont été emprisonnés comme deux otages: les véritables auteurs du meurtre n'ayant pas été recherchés sérieusement ni au niveau de la police, ni au niveau du juge d'instruction. Ils seront jugés à Versailles devant la cour d'assises les 19, 20, et 21 septembre 1979.

Les organisations des émigrés des D.O.M et des T.O.M. résidant en France, se sont mobilisées pour apporter leur solidarité active à ces deux innocents emprisonnés depuis plus de seize mois.

Elles se sont réunies le 10 juillet 1979 pour créer un Comité de Coordination et d'action pour faire éclater la vérité sur l'affaire BOUTRIN, faire connaître le brigandage électoral institutionnalisé dans les dernières colonies françaises, et dénoncer l'arbitraire et la pression démocratique, qui font des élections de véritables mascarades»

Un dossier complet de l'affaire sera ultérieurement envoyé à la presse.

Union progressiste Antillaise (Section émigration du Parti Progressiste Martiniquais)

Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France.

Union des Jeunes Communistes de la Martinique.

Union des Jeunes Communistes de la Guadeloupe.

Rassemblement de l'Emigration Antillaise.

Groupe Révolution socialiste (émigration).

Combat Ouvrier (Emigration).

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728